

Burundi : au moins 13 "bandits armés" et un policier tués dans des affrontements

@rib News, 24/02/2020 Source AFP Au moins treize bandits armés et un policier burundais ont été tués dimanche dans la province de Bujumbura-rural (ouest), lors d'affrontements avec les forces de l'ordre, ont annoncé lundi un responsable administratif et des témoins.

Hier après-midi (dimanche), un groupe de bandits armés en provenance de la commune voisine de Nyabiraba est entré dans notre commune de Mutambu où la population et les forces de l'ordre, qui avaient précédemment été délogées de pied ferme, a expliqué l'administrateur de Mutambu, Jean-Pierre Niyongabo, joint par téléphone. Dans la terminologie officielle, le terme "bandits armés" désigne les membres des nouvelles rébellions nées de la contestation contre le 3e mandat du président Pierre Nkurunziza. Des combats ont eu lieu pendant deux heures sur la colline de Nyankere, l'issue desquels on a retrouvé treize cadavres de bandits armés et un d'eux a été précipité dans le lac. Nous déplorons malheureusement un policier tué, et un civil et un policier blessés, a-t-il ajouté. Cette colline est située à environ 30 km à l'est de Bujumbura, la capitale économique, dans une zone totalement enclavée de la province de Bujumbura-rural, sans routes, communications ni électricité. Le responsable administratif fait état d'opérations de "ratissage" pour retrouver le reste de la bande. "Aucun des assaillants n'a été identifié par les habitants de la commune", a-t-il ajouté, disant espérer que l'individu arrêterait fournirait des informations. Des témoins ont confirmé ces affrontements à l'AFP, en expliquant que des Imbonerakure, membres de la ligue de jeunesse du parti au pouvoir, dont certains armés de kalachnikovs, étaient en première ligne aux côtés de l'armée et de la police. "Certains parmi ces assaillants ont été tués par balle ou étranglés après leur arrestation (â€) J'en ai vu deux avec les bras attachés dans le dos", a affirmé à l'AFP l'un de ces témoins, sous le couvert de l'anonymat. Niyongabo a démenti, parlant de "mensonges sans aucun fondement". Les Imbonerakure, qualifiés de milice par l'ONU, sont accusés d'être un des bras armés du pouvoir dans la répression en cours. Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, avait surpris en annonçant en juin 2018 qu'il ne se présenterait pas à sa succession en 2020, alors que la nouvelle Constitution adoptée par référendum le lui permettait. L'annonce en 2015 de sa candidature à un troisième mandat plongé le Burundi dans un cycle de violences et de violations massives des droits humains qui ont fait 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes, selon les estimations de la Cour pénale internationale (CPI), qui a ouvert une enquête. Son parti a choisi pour tenter de lui succéder lors de la présidentielle du 20 mai l'un de ses proches, le général Evariste Ndayishimiye.